



Assemblée générale

Distr. générale
12 août 2021
Français
Original : anglais

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Compte rendu analytique de la 402^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 4 février 2021, à 10 heures

Président par intérim : M. Guterres (Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

Président : M. Niang (Sénégal)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Élection des membres du Bureau

Déclaration du Secrétaire général

Déclaration du Président

Déclaration de l'Observateur de l'État de Palestine

Adoption du programme de travail pour 2021

Exposé, par les membres et les observateurs du Comité, des activités qu'ils mènent concernant la question de Palestine

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 15.

Adoption de l'ordre du jour (A/AC.183/2021/L.1)

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Élection des membres du Bureau

2. **Le Président provisoire** invite le Comité à examiner les candidatures aux postes de président(e), de vice-président(e) et de rapporteur(teuse) du Comité.

3. Les candidatures suivantes ont été reçues par le secrétariat du Comité : M. Niang (Sénégal) pour sa réélection à la présidence ; M^{me} Raz (Afghanistan), M. Pedroso Cuesta (Cuba), M. Koba (Indonésie), M. Gertze (Namibie) et M. Hermida Castillo (Nicaragua) pour leur réélection à la vice-présidence (cinq sièges). M^{me} Raz a accepté de remplir la fonction de rapporteuse par intérim jusqu'à la nomination d'un autre membre du Comité à ce poste.

4. *M. Gertze (Namibie), M. Hermida Castillo (Nicaragua), M. Koba (Indonésie), M. Niang (Sénégal), M. Pedroso Cuesta (Cuba) et M^{me} Raz (Afghanistan) sont élus par acclamation.*

5. *M. Niang (Sénégal) prend la présidence.*

Déclaration du Secrétaire général

6. **Le Secrétaire général** déclare que la question non réglée de Palestine rappelle le rôle important que le Comité continue de jouer, comme le confirme l'adoption récente par l'Assemblée générale de tous les projets de résolution portant sur cette question et dont celui-ci avait recommandé l'adoption. L'année 2021 présente de formidables défis et possibilités, qui poussent la communauté internationale à réinventer son approche de l'instauration et de la pérennisation de la paix dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

7. La pandémie a eu de graves conséquences pour les Palestiniens, en particulier à Gaza. L'occupation et la précarité socioéconomique, humanitaire et politique ont poussé le système de santé publique au bord du gouffre. L'Organisation des Nations Unies et ses partenaires soutiennent les mesures prises par le Gouvernement palestinien face à la pandémie et, grâce aux interventions de l'Organisation mondiale de la Santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'aident à se préparer en vue de la réception et de l'administration des vaccins.

8. Le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient continue d'encourager Israël à contribuer à répondre aux besoins prioritaires des

Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé et à faire en sorte que des vaccins contre la COVID-19 soient disponibles, conformément aux obligations que lui impose le droit international.

9. L'ONU demeure déterminée à aider Palestiniens et Israéliens à régler le conflit et à mettre fin aux souffrances de la population. Le Secrétaire général demande une nouvelle fois au Gouvernement israélien de cesser immédiatement toute activité de colonisation, puisque cela constitue un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et d'une paix juste, durable et globale.

10. Les actes de violence qui continuent de se produire en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est et à Gaza, les restrictions imposées par Israël à la circulation et à l'accès et les autres violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire exacerbent la méfiance entre Israéliens et Palestiniens, diminuant ainsi les chances de parvenir à la paix.

11. Le Comité joue un rôle important pour ce qui est de mobiliser l'opinion internationale et d'aider Palestiniens et Israéliens à reprendre des négociations sérieuses. L'objectif arrêté de longue date est clair : mettre fin à l'occupation et appliquer la solution des deux États avec Jérusalem comme capitale commune, sur la base des frontières d'avant 1967, conformément au droit international, aux résolutions des organes des Nations Unies et aux accords bilatéraux.

12. L'appel lancé par le Président Mahmoud Abbas en faveur de l'organisation d'une conférence internationale pour la paix, sous les auspices de l'ONU, et d'un Quatuor élargi pour le Moyen-Orient, avec une préparation et une participation réfléchies des principales parties, offre une réelle occasion de faire progresser la paix dans la région. Les parties doivent s'abstenir de prendre des mesures unilatérales susceptibles de compromettre la reprise du processus de paix. Le Secrétaire général accueille également avec satisfaction le décret publié par le Président Abbas, qui annonce l'organisation d'élections au Conseil législatif, à la présidence de l'État et au Conseil national palestinien en 2021. La tenue d'élections en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, et à Gaza marquera une avancée cruciale vers l'unité palestinienne et donnera un regain de légitimité aux institutions nationales, avec un parlement et un gouvernement démocratiquement élus en Palestine. Les élections sont un élément essentiel de l'édification d'un État palestinien démocratique fondé sur la primauté du droit et l'égalité des droits de tous. Le soutien que le Comité apportera à ces initiatives sera crucial.

13. Le Secrétaire général salue l'action menée par le Comité pour mobiliser un soutien durable et prévisible en faveur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dont les réfugiés palestiniens ont besoin et qu'ils méritent.

14. Le Comité joue un rôle important en matière de sensibilisation. Le Secrétaire général invite toutes les parties à veiller au respect des valeurs énoncées dans la Charte des Nations Unies, qui offrent un cadre commun de coopération en faveur de la réalisation des droits des Israéliens et des Palestiniens.

Déclaration du Président

15. **Le Président** déclare que son pays, le Sénégal, reste déterminé à exécuter le mandat du Comité, dont la mission est d'œuvrer à la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien. Saluant la contribution remarquable apportée par la Division des droits des Palestiniens, dans les conditions difficiles créées par la pandémie de COVID-19, pour permettre au Comité de s'acquitter de son mandat, il encourage la Division à persévérer, notamment en menant à bien le programme de formation du personnel du Gouvernement palestinien.

16. Au fil des ans, le Comité a adopté diverses approches pour remplir son mandat, mais en ayant toujours le même objectif de s'améliorer continuellement. Dans le contexte de plus en plus incertain du processus de paix, dans l'impasse depuis 2014, et de décennies de restrictions de mouvement et d'accès imposées par Israël, Puissance occupante, les développements actuels sur le terrain et la crise sanitaire et économique induite par la pandémie ont exacerbé la situation sociale, économique, humanitaire et politique déjà fragilisée dans le Territoire palestinien occupé. Le Président déplore l'acharnement d'Israël à poursuivre l'expansion des colonies illégales, comme en témoignent l'annonce récente de la construction de quelque 800 nouveaux logements en Cisjordanie et, dans la région de Jérusalem, l'ouverture d'une nouvelle route, surnommée « route de l'apartheid », qui sépare sur toute sa longueur les Palestiniens des colons juifs.

17. Aussi incroyable que cela puisse paraître, il demeure nécessaire de rappeler que les colonies israéliennes dans les zones occupées et l'occupation elle-même sont illégales au regard du droit international et des résolutions des organes des Nations Unies, et que ces violations constituent un obstacle sérieux à la paix. Des facteurs connus de tous, notamment la colonisation, l'occupation et l'incitation à la violence, minent la confiance entre les parties. C'est pourquoi le Comité

condamne toutes les formes de violence et d'incitation à la haine.

18. Le Comité s'est fait à plusieurs reprises l'écho des inquiétudes maintes fois exprimées quant à la manière dont les autorités israéliennes déploient le vaccin contre la COVID-19, au mépris de l'obligation qui incombe à Israël, en tant que Puissance occupante, en vertu du droit international humanitaire, de garantir la santé de la population vivant sous son occupation, y compris celle des prisonniers et des détenus. Il invite donc Israël et la communauté internationale à veiller à ce que les droits inaliénables du peuple palestinien soient respectés, y compris celui de vivre dans la liberté et la dignité dans un État indépendant et souverain.

19. Face aux problèmes régionaux et mondiaux tels que le terrorisme, l'extrémisme violent, la pauvreté et l'exclusion, il est indispensable de trouver une solution définitive. À cette fin, le Comité poursuit le dialogue engagé avec de nombreux acteurs afin de faire avancer cet objectif commun. Le Président réaffirme la position de l'Organisation en faveur de la solution qui prévoit deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières reconnues, sur la base des lignes antérieures à 1967.

20. Le meilleur moyen de favoriser les conditions propices à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens est de renoncer à toute forme de violence et de politique du fait accompli, et de reprendre les négociations, en vue d'une solution globale qui garantisse le droit de chaque partie à un État souverain. Le Président du Comité soutient l'appel lancé par le Président de l'État de Palestine en faveur de la tenue d'une conférence internationale pour la paix, sous les auspices d'un Quatuor élargi pour le Moyen-Orient, avec la participation d'acteurs régionaux. Toutes les parties doivent s'abstenir d'actes unilatéraux qui compromettent la possibilité de relancer le processus de paix. Les dirigeants israéliens et palestiniens devraient saisir cette occasion de reprendre des négociations sérieuses afin de concrétiser la solution des deux États, conformément au droit international et aux résolutions des organes des Nations Unies sur la question.

21. Le Comité rappelle le caractère central de l'Initiative de paix arabe, de l'organisation d'une conférence internationale pour la paix, de la récente réunion du Quatuor pour le Moyen-Orient et des efforts déployés par l'Égypte et d'autres pays pour promouvoir la réconciliation entre les Palestiniens. Il salue également le décret pris récemment par le Président Abbas prévoyant que des élections législatives et présidentielle se tiendront en mai 2021 en vue de consolider les fondements de la démocratie et de

rassembler le peuple palestinien sous l'autorité d'un gouvernement national qui soit unique et légitime.

22. À propos de l'UNRWA, le Président du Comité exhorte les États Membres à continuer d'apporter à l'Office un appui solide sous la forme de ressources prévisibles, suffisantes et durables, et ainsi à mobiliser la solidarité internationale envers les réfugiés palestiniens, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'assistance humanitaire et du développement durable.

23. Pour que la communauté internationale traduise en actes concrets son engagement en faveur de la solution des deux États, le processus de paix doit être relancé et toutes les questions en suspens, qu'il s'agisse des réfugiés, de Gaza, ou encore du statut de Jérusalem, doivent être prises en considération. À cette fin, le Comité continuera d'agir de concert avec les États Membres et les groupes régionaux pour mobiliser un soutien plus large et faire avancer la cause palestinienne. Il soutiendra toutes les initiatives visant à la pleine réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien et à une solution juste fondée sur les résolutions des organes des Nations Unies relatives à cette question.

Déclaration de l'Observateur de l'État de Palestine

24. **M. Mansour** (Observateur de l'État de Palestine) déclare que les immenses difficultés rencontrées l'année précédente et les changements intervenus n'ont épargné personne, dans la mesure où ils ont accentué les vulnérabilités et les inégalités qui existent dans le monde. Au fil des décennies d'occupation, d'oppression et de déplacements forcés, le peuple palestinien a accumulé un fardeau particulièrement lourd. Il ne faut pas oublier la Palestine dans le cadre des actions menées à l'échelle internationale pour faire face à la pandémie de COVID-19 et lutter contre la pauvreté, la faim, les changements climatiques et les graves conséquences humanitaires des conflits. Si l'on veut reconstruire en mieux, il faut relancer la coopération mondiale, affaiblie par les atteintes portées au multilatéralisme et au respect du droit international, afin de pouvoir relever les défis les plus importants. L'ONU reste au centre de ces actions, qui doivent comporter des mesures visant à résoudre les conflits prolongés et les injustices persistantes. La question de Palestine, la question la plus ancienne à être encore inscrite à l'ordre du jour, a trait à la privation d'un peuple entier de ses droits fondamentaux à la liberté, à la dignité, à l'égalité et à la paix. Le même esprit de dialogue, de responsabilité collective et d'action qui animait les visionnaires ayant créé le Comité en 1975 doit être invoqué pour s'attaquer à d'autres problèmes mondiaux urgents, en s'appuyant sur l'état de droit et les valeurs partagées. C'est

pourquoi la délégation palestinienne déplore les fausses accusations de partialité et de sentiment anti-Israélien lancées par Israël, qui prive le Comité d'un soutien bien mérité.

25. L'État de Palestine exhorte une nouvelle fois tous les États à soutenir le Comité et à se mobiliser collectivement pour trouver une solution juste au conflit, qui garantisse le respect des droits du peuple palestinien et établisse une paix durable entre Palestiniens et Israéliens. Le consensus international établi de longue date, sur lequel repose une telle solution, appelle à mettre fin à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 et à appliquer la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967, conformément au droit international et aux résolutions des organes des Nations Unies, mais aussi à faire respecter les droits du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination, et à trouver une solution juste pour les réfugiés palestiniens.

26. Les résolutions adoptées au fil des décennies par les organes des Nations Unies ont établi les modalités et les paramètres d'une solution juste, qui bénéficierait d'un vaste soutien. Ce qui manque, c'est la volonté de faire respecter le droit, d'appliquer ces résolutions de manière impartiale, d'amener Israël, Puissance occupante, à répondre des violations systématiques commises, de mettre fin à ces violations et aux souffrances causées, et de sauver la solution des deux États. L'Observateur de l'État de Palestine se réjouit que le Comité soit favorable à l'initiative du Président Abbas visant à organiser dans les meilleurs délais une conférence internationale pour la paix. Il accueille également avec satisfaction la nomination du nouveau Coordonnateur spécial et Représentant spécial du Secrétaire général, avec lequel son gouvernement continuera de collaborer. L'aide internationale, notamment un financement urgent en faveur de l'UNRWA, est cruellement nécessaire si l'on veut surmonter les obstacles persistants et atténuer les difficultés. À cet égard, le décret du Président Abbas prévoyant la tenue d'élections en 2021 est un pas important en faveur de la paix.

27. Ceux qui affirment que les obstacles à la paix sont trop importants et que ce n'est pas le moment de prendre de grandes initiatives pour y parvenir vont à l'encontre du mandat du Comité et des buts et principes de l'ONU. Pour ceux qui sont privés de leur liberté et de leur dignité, aucune cause n'est plus urgente. En conclusion, l'État de Palestine remercie le Secrétaire général, le Comité, la Division des droits des Palestiniens, les États Membres, les organisations intergouvernementales et les groupes de la société civile pour leurs efforts inlassables et leur solidarité avec le peuple palestinien, et se déclare prêt à travailler avec toutes les parties

prenantes pour accomplir de réelles avancées vers un avenir plus juste et plus pacifique.

Adoption du programme de travail pour 2021

(A/AC.183/2021/L.2)

28. **Le Président**, présentant le projet de programme de travail simplifié pour 2021 (A/AC.183/2021/L.2), dit que la section I du document donne une vue d'ensemble des mandats du Comité et de la Division des droits des Palestiniens, lesquels sont définis respectivement dans les résolutions 72/20 et 75/21 de l'Assemblée générale, que la section II concerne les activités de ces deux entités et que la section III traite de l'examen et de l'évaluation du programme de travail, qui sont toujours en cours.

29. Le Président considère que le Comité souhaite adopter le projet de programme de travail.

30. *Il en est ainsi décidé.*

Exposé, par les membres et les observateurs du Comité, des activités qu'ils mènent concernant la question de Palestine

31. **M. Koba** (Indonésie) déclare que le rôle du Comité est plus pertinent que jamais. Au vu de la situation sur le terrain, il faut redoubler d'efforts pour faire progresser la cause du peuple palestinien. Le Comité doit continuer d'intensifier le dialogue engagé avec les autres pays et la coopération nouée avec l'ONU afin que les aspirations des Palestiniens soient prises en compte. En outre, le peuple palestinien doit continuer à recevoir un soutien économique, un appui en matière de développement et une aide humanitaire qui lui permette notamment d'avoir accès aux vaccins contre la COVID-19. La délégation indonésienne continuera de soutenir résolument la cause palestinienne.

32. **M. Elhomosany** (Égypte) dit que son gouvernement a suivi les activités menées par le Comité au cours de l'année précédente et participé aux actions que celui-ci avait engagées pour promouvoir les droits des Palestiniens et mobiliser les soutiens en faveur de cette cause. La question de Palestine, en plus d'être une priorité de la politique étrangère égyptienne, est une question centrale pour le monde arabe. L'Égypte, pour sa part, continuera à promouvoir la cause palestinienne dans tous les forums et cadres régionaux et internationaux, en coopération avec tous les partenaires, afin d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient grâce à la création d'un État de Palestine indépendant sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, conformément aux modalités convenues pour le processus de paix. Le Gouvernement égyptien attend avec intérêt que les

négociations israélo-palestiniennes reprennent dans les meilleurs délais. Des actions tangibles doivent être menées sur le terrain pour soulager les souffrances du peuple palestinien, compte tenu de la situation humanitaire et des répercussions de la pandémie de COVID-19. Il est également impératif de mettre fin au blocus qui touche la bande de Gaza et d'apporter à l'UNRWA le soutien nécessaire pour qu'il puisse faire face à sa crise financière et s'acquitter pleinement de son mandat. Enfin, toutes les pratiques israéliennes qui portent atteinte à la solution des deux États doivent cesser immédiatement, en particulier celles concernant les activités de colonisation.

33. **M. Asokan** (Inde) dit qu'au cours d'une visite fructueuse que le Comité a effectuée dans son pays en 2020, des discussions productives ont eu lieu sur de nombreuses questions relatives au conflit israélo-palestinien. L'Inde a toujours appelé à un règlement juste et global du conflit, l'objectif étant de concrétiser la solution des deux États. Outre son soutien politique, elle a toujours apporté aux autorités palestiniennes un appui concret dans le cadre de projets et d'actions visant à renforcer les capacités et les institutions. Par ailleurs, face à la crise que connaît l'UNRWA, le pays a porté sa contribution annuelle à 5 millions de dollars. En sa qualité de membre du Comité et du Conseil de sécurité pour la période 2021-2022, l'Inde jouera un rôle constructif pour ce qui est de parvenir à un règlement pacifique, global et durable du conflit israélo-palestinien. Au sein de la Commission consultative de l'UNRWA, dont elle est récemment devenue membre, l'Inde s'efforcera de continuer à apporter une contribution positive et à renforcer les opérations humanitaires de l'Office.

34. **M. Naemi** (Afghanistan) déclare que la pandémie de COVID-19 a rendu difficile le travail du Comité en 2020, car les possibilités d'organiser des réunions en présentiel ont été restreintes. Néanmoins, grâce au soutien de la Division des droits des Palestiniens, le Comité a pu s'adapter à ce nouveau contexte et assurer la continuité de ses travaux. En 2021, le Comité doit intensifier ses efforts pour obtenir un soutien international en faveur d'un règlement juste et durable du conflit. Les États Membres devraient soutenir toute initiative visant à faire progresser la cause palestinienne, telle que l'organisation d'une conférence internationale pour la paix, comme le propose le Président Mahmoud Abbas, afin de relancer de véritables pourparlers de paix. Étant un pays qui croit aux valeurs islamiques d'unité et de fraternité et qui a lui-même connu des décennies de conflits et de destructions, l'Afghanistan est attaché à la cause du peuple palestinien et comprend son désir d'autodétermination. Le Gouvernement

afghan a utilisé divers forums et plates-formes pour mettre en lumière l'urgence de concrétiser la solution des deux États et d'établir un État palestinien indépendant, fondé sur les frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale.

35. **M. Gertze** (Namibie) dit que la pandémie de COVID-19 et les crises sociales, économiques et environnementales qu'elle a engendrées ont fait ressortir l'importance de la coopération multilatérale. L'année 2021 aura une importance historique, dans la mesure où les gouvernements se sont attachés à revitaliser la coopération et à faire en sorte que personne ne soit laissé de côté ; le peuple palestinien, lui, a été laissé de côté. La délégation namibienne espère que les peuples d'Israël et de Palestine pourront vivre ensemble en paix, de sorte que la région puisse consacrer toutes ses énergies, ses ressources et ses talents au développement et au progrès.

36. Comme le Secrétaire général, la délégation namibienne estime qu'il n'y a pas de plan B à la solution des deux États. Cet avis est également partagé par la majorité des États Membres. Par conséquent, un dialogue politique qui remédie à l'injustice historique de l'occupation, sur la base des frontières d'avant 1967, conformément au droit international et aux résolutions des organes des Nations Unies, est la seule manière de garantir des relations pacifiques entre Israël et la Palestine. Il n'y aura pas de paix si les processus politiques et les discussions sont figés. Le Comité a été chargé d'aider les peuples d'Israël et de Palestine à régler leurs différends. Toutefois, en dépit de l'adoption de résolutions et de décisions visant à permettre au Comité de promouvoir l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, d'aider à mettre un terme à l'occupation israélienne et d'obtenir l'appui de la communauté internationale en faveur du peuple palestinien, rien ne laisse entrevoir la fin du conflit.

37. Cela dit, il est encourageant de constater que le nouveau Gouvernement des États-Unis d'Amérique est en train d'abandonner les politiques adoptées par le Gouvernement précédent sur Israël et la Palestine, et qu'il est favorable à une solution mutuellement convenue prévoyant deux États et permettant à Israël de vivre dans la paix et la sécurité aux côtés d'un État palestinien viable. De même, l'intention de l'Administration américaine de rétablir les programmes d'assistance des États-Unis qui soutiennent le développement économique et fournissent une aide humanitaire au peuple palestinien est à saluer. Le Gouvernement namibien demeure pleinement attaché à la cause du peuple palestinien, qui doit être en mesure d'exercer ses droits inaliénables dans un État de Palestine indépendant, dont Jérusalem-Est serait la

capitale. La Palestine doit être autorisée à prendre la place qui lui revient au sein de la communauté mondiale des nations et à devenir membre de l'ONU et de toutes ses institutions spécialisées.

38. **M. Hermida Castillo** (Nicaragua) indique que sa délégation défend depuis longtemps la création d'un État palestinien, qui serait établi sur la base des frontières de 1967, aurait Jérusalem-Est pour capitale et vivrait dans la paix aux côtés d'Israël. Il est plus important que jamais que les États Membres respectent leurs engagements et relèvent les défis nouveaux. La délégation nicaraguayenne est convaincue que la paix et la stabilité régneront au Moyen-Orient lorsque les Palestiniens pourront faire valoir leurs droits inaliénables et leurs aspirations, grâce à une véritable solution fondée sur la coexistence de deux États, conformément aux résolutions des organes des Nations Unies sur la question. Le peuple palestinien a également le droit au développement durable. La pleine réalisation des objectifs de développement durable est nécessaire si l'on veut parvenir à une paix durable au Moyen-Orient.

39. **M. Pedroso Cuesta** (Cuba) déclare que le conflit israélo-palestinien qui dure depuis longtemps fragilise la paix et la sécurité internationales et qu'il est au cœur des tensions ressenties dans l'ensemble du Moyen-Orient. Le Comité et la communauté internationale doivent redoubler d'efforts pour trouver une solution définitive au conflit. La délégation cubaine condamne la décision prise par le précédent Gouvernement des États-Unis de déclarer Jérusalem capitale d'Israël et d'y transférer son ambassade, ce qui représente une violation grave et flagrante de la Charte des Nations Unies, des résolutions des organes des Nations Unies et du droit international. Cette déclaration unilatérale, qui porte atteinte au statut historique de Jérusalem et aux intérêts légitimes de la Palestine et d'autres pays arabes et musulmans, a de lourdes conséquences pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient. En outre, le retrait du soutien financier des États-Unis à l'UNRWA, dont ce pays était le plus gros bailleur de fonds, a considérablement accru les souffrances du peuple palestinien. La délégation cubaine se félicite que le nouveau Gouvernement soit prêt à revoir cette décision et à apporter de nouveau son soutien à l'UNRWA et aux réfugiés palestiniens.

40. L'orateur demande au Conseil de sécurité de remplir son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales en adoptant les mesures qu'il faut pour faire appliquer les résolutions sur la question palestinienne. Cuba continuera de soutenir une solution globale, juste et durable au conflit, fondée sur la coexistence de deux États, qui permettrait au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination

dans un État souverain indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale, fondé sur les frontières d'avant 1967.

41. **M^{me} Joyini** (Afrique du Sud) dit que sa délégation est préoccupée par les récentes déclarations du Gouvernement israélien concernant la poursuite de ses projets de colonisation en Cisjordanie occupée. Presque tous les États Membres de l'ONU conviennent que la construction de colonies israéliennes constitue une violation du droit international et que l'occupation des territoires palestiniens doit prendre fin. Ces actions israéliennes constituent une violation flagrante des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et sont contraires au droit international. Afin de préserver la crédibilité de l'Organisation, tous les États Membres doivent respecter les résolutions qu'ils ont adoptées. Leurs paroles et leurs actes doivent avoir pour objectif de sauvegarder les droits du peuple palestinien, de protéger ses terres et ses biens, et d'apporter l'appui impartial nécessaire à un règlement juste et durable du conflit.

42. Il est important de déterminer ce que le Comité peut faire pour renforcer les activités qu'il mène en faveur du peuple palestinien, compte tenu des difficultés supplémentaires engendrées par la pandémie de COVID-19. À cet égard, le Comité devrait intensifier sa collaboration avec les organisations de la société civile en Israël et en Palestine, car celles-ci jouent un rôle important dans l'amélioration de la transparence et l'autonomisation des communautés palestiniennes. Elles donnent une voix à ceux qui n'en ont pas et, en améliorant la protection et la promotion des droits du peuple palestinien, elles pourraient aider le Comité à s'acquitter pleinement de son mandat. L'intensification des échanges avec les organisations de la société civile permettrait également de faire mieux connaître les travaux du Comité. Les réunions virtuelles étant devenues la norme pendant la pandémie, il est plus facile que jamais de dialoguer avec ces organisations. La délégation sud-africaine se félicite que le programme de travail pour 2021 prévoit un accroissement de la participation des organisations de la société civile, et entend soutenir les autres initiatives de ce type qui verront le jour.

43. Compte tenu du décret publié le 15 janvier 2021 par le Président Abbas, annonçant la tenue d'élections au Conseil législatif, à la présidence de l'État et au Conseil national palestinien dans le courant de l'année, 2021 sera une année importante pour le peuple palestinien. La délégation sud-africaine exhorte les organes de l'ONU concernés et la communauté internationale à appuyer les actions visant à la création d'un État palestinien viable, vivant côte à côte avec Israël, à l'intérieur de frontières internationalement

reconnues, fondées sur celles du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à toutes les résolutions correspondantes des organes des Nations Unies, au droit international et aux paramètres convenus au niveau international.

44. **M. Jardali** (Liban) accueille avec intérêt les actions menées par le Comité pour maintenir la question palestinienne au centre de l'attention. Les conférences, séminaires et autres activités organisés par le Comité contribuent à faire prendre conscience des difficultés rencontrées au quotidien par les Palestiniens vivant sous un régime d'occupation et de blocus, et permettent à la société civile d'envisager les moyens à mettre en œuvre pour les aider à réaliser leur objectif de vivre dans un État libre. Depuis au moins deux décennies, les Gouvernements israéliens qui se sont succédé n'ont montré aucune intention réelle de parvenir à une solution équitable, globale et permanente, de remplir les obligations que leur impose le droit international ni de se conformer aux résolutions des organes des Nations Unies en la matière. Au contraire, ils ont pris des mesures pour prolonger l'occupation et rendre la solution des deux États plus difficile à concrétiser, entretenant ainsi le désarroi et l'instabilité au Moyen-Orient.

45. Les Palestiniens endurent un blocus étouffant et des conditions de vie intolérables à Gaza, et connaissent une situation difficile et une liberté de circulation restreinte en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Cela s'ajoute à l'expansion continue des colonies israéliennes, à la multiplication des actes de violence commis par les colons, à l'usage excessif de la force par les forces de sécurité israéliennes et à l'augmentation des démolitions d'habitations par les autorités israéliennes, comme en témoignent les rapports établis par le Secrétaire général sur la question. La dernière transgression israélienne remonte à la décision que le Gouvernement a prise de construire 800 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et de lancer des appels d'offres pour la construction de 2 500 autres logements, continuant ainsi à altérer irréversiblement la contiguïté de l'État de Palestine et la viabilité de la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967. Ces politiques et pratiques constituent une violation manifeste du droit international, du droit des droits de l'homme et des obligations d'Israël en tant que Puissance occupante, et Israël doit en être amené à répondre de ses actes. La solution apportée à la question palestinienne doit être juste, globale et fondée sur le droit international, les résolutions des organes des Nations Unies sur cette question, en particulier les résolutions [242 \(1967\)](#), [338 \(1973\)](#) et [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, et l'Initiative de paix arabe.

46. La délégation libanaise se félicite des projets du nouveau Gouvernement des États-Unis, qui entend rétablir son aide à l'égard des Palestiniens et rouvrir les missions diplomatiques fermées par le Gouvernement précédent, et de son réengagement en faveur de la solution des deux États, qui, espère-t-elle, contribuera à relancer la mobilisation internationale en faveur de la tenue de négociations sérieuses. Autre fait encourageant, le Secrétaire général a récemment déclaré qu'il s'attendait à ce que le Quatuor pour le Moyen-Orient se réunisse prochainement. Le représentant du Liban espère qu'une telle réunion amorcera la reprise de négociations conduisant à terme à ce que le peuple palestinien vive en paix et dans son propre État, dont la capitale serait Jérusalem-Est.

47. Il est essentiel de soutenir l'UNRWA sur le plan politique comme financier, en particulier à un moment où les Palestiniens connaissent une détérioration de leurs conditions socioéconomiques, situation qui est exacerbée par la pandémie. À cet égard, il faut que l'Autorité palestinienne reçoive les vaccins anti-COVID-19 et les fournitures et équipements médicaux nécessaires pour lutter contre la propagation de la maladie.

48. **M^{me} Rodrigues-Birkett** (Guyana) dit que sa délégation tient à réaffirmer son attachement inébranlable et son engagement de principe envers la cause du peuple palestinien, en particulier le droit de ce peuple à l'autodétermination et à sa propre patrie. Quelque 46 années se sont écoulées depuis la création du Comité, mais une solution juste et durable à la question palestinienne n'a toujours pas été trouvée. Les États Membres ne doivent pas relâcher leurs efforts avant d'être parvenus à une solution prévoyant deux États, la Palestine et Israël, qui vivraient côte à côte dans la paix et la sécurité. Le Comité et l'ensemble de la communauté internationale doivent redoubler d'efforts pour promouvoir une solution pacifique, juste et durable, conformément aux résolutions des organes des Nations Unies. L'objectif consistant à « ne laisser personne de côté » restera lettre morte si la question palestinienne n'est pas résolue. Les États Membres ne peuvent permettre que cela se produise.

49. **M. Othman** (Malaisie) indique que sa délégation soutient le peuple palestinien dans la quête qu'il poursuit depuis plusieurs décennies pour pouvoir exercer son droit inaliénable de fonder un État de Palestine indépendant et souverain, sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Il se félicite que le Secrétaire général confirme le maintien de la position de l'ONU concernant le conflit israélo-palestinien.

50. La Malaisie continuera de jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution juste et durable au conflit, notamment en tant que membre du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés. En février 2020, le pays a accueilli la Conférence internationale sur la question de Palestine, ayant pour thème le soutien de l'Asie du Sud-Est aux droits du peuple palestinien, qui a réuni des représentants du Gouvernement et de la société civile dans une démarche visant à la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien.

50. La délégation malaisienne se félicite de la décision prise par le Président Abbas d'organiser des élections en 2021, ce qui favorisera la mise en place d'institutions démocratiques fortes et inclusives en Palestine et contribuera à l'instauration d'une paix durable grâce à une solution négociée prévoyant deux États. Rappelant que le Comité doit tenir une réunion virtuelle avec le Commissaire général de l'UNRWA le 23 février, le représentant de la Malaisie réaffirme l'engagement inébranlable de sa délégation vis-à-vis du mandat de l'Office et le soutien que celle-ci apporte au peuple palestinien dans sa quête vers la réalisation de ses droits fondamentaux, en particulier son droit inaliénable à l'autodétermination et son droit à une vie digne, à la justice et à la prospérité.

52. **M. Rodrigo** (Sri Lanka) dit que sa délégation, dont il souligne la solidarité indiscutable et indéfectible avec le peuple palestinien, apprécie le travail précieux accompli par le Comité pour faire mieux connaître la cause palestinienne et parvenir à une solution juste et durable. Il espère que la résilience et la détermination du peuple palestinien continueront d'inciter les États Membres à œuvrer collectivement pour trouver un règlement pacifique à la question de Palestine. Sa délégation réaffirme son soutien aux droits et aspirations légitimes du peuple palestinien et à la solution des deux États, sur la base des frontières d'avant 1967, qui verrait la Palestine et Israël vivre côte à côte.

La séance est levée à 11 h 45.